



**Forum social mondial de Dakar (Sénégal)  
6 au 11 février 2011**

Conseil confédéral  
Montréal, 9 au 11 mars 2011



## **Forum social mondial de Dakar 6 au 11 février 2011**

### **Les participantes et participants de la CSN**

La CSN participe activement aux forums sociaux mondiaux (FSM) depuis la première édition en 2001. Cette année, la délégation de la CSN était composée de Louis Roy, vice-président de la CSN, Daniel Tessier, président du Conseil central de Lanaudière, Marjolaine Côté, secrétaire-trésorière de la Fédération des employées et employés de services publics, Dominique Daigneault, secrétaire générale du Conseil central du Montréal métropolitain, Nathalie Guay, conseillère syndicale au Service des relations du travail, et Chloé Germain-Thérien, gagnante du concours *Re : public*. De plus, le Conseil central du Montréal métropolitain y avait délégué Gaétan Châteauneuf, président, et Lisa Courtemanche, membre du comité de solidarité internationale, tandis que la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec avait délégué sa vice-présidente, Micheline Thibodeau. Notons que la délégation québécoise à Dakar était composée d'environ 200 personnes.

### **À la découverte de l'Afrique**

Le forum a débuté dans un véritable chaos. Cela n'est pas forcément inhabituel pour un FSM ! Cette fois-ci, c'est la majorité des locaux de l'université qui n'était pas disponible, car le nouveau recteur en place depuis quelques semaines n'a finalement pas honoré l'entente conclue avec le comité organisateur. Malgré tout, le forum s'est mis en route. Rapidement, des tentes sont apparues un peu partout pour accueillir les discussions. Nous avons délaissé nos exigences de militantes et militants nordiques et nous sommes concentrés sur l'essentiel : nous organiser, aller de l'avant, nous adapter au rythme sénégalais et nous ouvrir à la réalité des luttes africaines.

Parmi celles-ci, mentionnons la condition des femmes et les violences dont elles sont victimes. En nous promenant parmi les kiosques du forum, nous avons rencontré une association qui lutte contre l'excision des jeunes filles. Une des femmes a même illustré une scène avec des poupées qu'elle a confectionnées. Cette image était troublante. Une autre association tente d'améliorer les conditions dans les écoles, car plusieurs jeunes filles y sont victimes d'agressions, souvent dans des toilettes mixtes. Plusieurs autres femmes s'impliquent pour que cessent les investissements militaires et nucléaires ; elles militent pour la paix, notamment dans la région de Casamance.

Dans l'atelier sur le renforcement du pouvoir des femmes par l'économie sociale où nous intervenions, nous avons pu entendre les témoignages de femmes dont l'implication dans des organisations d'économie sociale permet de rompre avec les coutumes, de nouer des relations avec d'autres femmes et de gagner une plus grande autonomie dans la société. Elles accèdent à l'information, plusieurs apprennent à lire et à écrire, à devenir des leaders. Bien sûr, il y a plusieurs défis à relever. Quarante-vingt-dix pour cent des femmes travaillent dans le secteur informel et l'inévitable financement des initiatives s'accompagne de taux d'intérêts très élevés. Elles demandent d'être accompagnées et de pouvoir accéder à de la finance réellement solidaire. Par ailleurs, il a été très encourageant de rencontrer la relève féministe un peu partout, avec de jeunes femmes qui prenaient leur place dans les discussions.

Nous avons été sensibilisés à plusieurs autres enjeux par nos camarades africains dont l'abolition de la dette du tiers-monde et la proposition de faire des audits pour déterminer ce qui relève de la corruption

et des détournements de fonds, afin de soustraire de la dette ces sommes volées aux peuples. Mentionnons également la faible participation politique de la population, l'accaparement des terres et la non-reconnaissance de la propriété qui sont autant d'obstacles à la souveraineté alimentaire.

Nous avons inscrit un atelier dans la programmation du FSM : la Charte de Genève pour la défense des services publics. Chaos obligeant, nous avons partagé la tente syndicale avec nos camarades de la CFDT et présenté nos ateliers successivement. Notre objectif était de faire connaître cette campagne qui a été lancée au mois d'octobre dernier au moment où nos camarades de la France faisaient la grève sur l'enjeu des retraites. Nous avons constaté qu'il reste beaucoup de travail à accomplir, ne serait-ce que pour bien comprendre les différentes réalités nationales. Par exemple, dans certains pays du Sud, les syndicalistes sont plutôt favorables aux partenariats public-privé, car c'est une façon d'impliquer l'État qui, pour l'instant, laisse toute la place aux entreprises.

La nécessité de développer les services publics dans un pays comme le Sénégal est frappante, particulièrement en ce qui a trait à la question du droit à l'éducation, lequel mobilise étudiants et syndicats. Plusieurs enfants n'ont pas accès à l'éducation puisqu'il n'y a pas d'écoles dans leurs villages. À l'université, plusieurs jeunes ne peuvent s'inscrire faute de places disponibles. Plusieurs d'entre eux réussissent à s'instruire en assistant aux cours mais ne reçoivent aucun diplôme. Quelques dizaines d'entre eux sont venus porter ce message à l'assemblée des mouvements sociaux. Ils ont dit être prêts à entreprendre une grève de la faim de 72 heures et ont annoncé devant l'assemblée qu'ils avaient l'intention de s'immoler par le feu s'ils n'obtenaient pas la satisfaction de leurs revendications<sup>1</sup>. Cela nous a plongés dans un profond malaise.

L'atelier de la CFDT sur la responsabilité sociale des entreprises nous a permis de rencontrer un militant congolais qui lutte contre une entreprise minière canadienne qui fait des ravages dans son pays. C'est lui qui a expliqué à l'assistance que les auteurs du livre *Noir Canada* faisaient l'objet de poursuites-bâillon. Nous resterons en contact avec lui et ferons les ponts avec les groupes qui luttent sur ces enjeux, notamment le réseau d'action qui, désormais grâce à ce FSM, rejoint presque tous les continents.

En somme, notre participation au FSM aura une fois de plus été extrêmement enrichissante, à la fois du point de vue des connaissances, des rencontres, des possibilités d'actions, mais aussi au regard des réflexions, particulièrement en ce qui a trait au rôle que jouent les forums sociaux.

## **Dix ans plus tard, le processus des forums sociaux est-il toujours pertinent ?**

Si le FSM permet la rencontre des luttes et des réseaux militants, la construction de nouvelles alliances ainsi que le partage d'analyses, l'objectif fondamental est de construire un rapport de force face aux acteurs de la mondialisation néolibérale. Après dix ans, comment apprécier l'impact de ce mouvement ?

Cette question nous amène d'abord à considérer la construction de rapports de force à d'autres échelles, par exemple au plan national. Il suffit de jeter un regard sur le XX<sup>e</sup> siècle pour constater le long travail

---

<sup>1</sup>[http://www.rewmi.com/Greve-a-l-Ucad-Les-Bacheliers-non-orientes-n-excluent-pas-de-s-immoler-par-le-feu\\_a38614.html](http://www.rewmi.com/Greve-a-l-Ucad-Les-Bacheliers-non-orientes-n-excluent-pas-de-s-immoler-par-le-feu_a38614.html)  
[http://www.amwsentv.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1727:ucad-greve-de-la-faim-des-nouveaux-etudiants-bacheliers-non-orientes&catid=99:societe&Itemid=322](http://www.amwsentv.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1727:ucad-greve-de-la-faim-des-nouveaux-etudiants-bacheliers-non-orientes&catid=99:societe&Itemid=322)

de mouvements qui s'organisent dans l'espace national, tel le mouvement syndical au Québec, pour lentement conquérir des droits et imposer un équilibre au sein de la société. L'alliance entre les groupes progressistes ne s'est pas faite du jour au lendemain, et, même de nos jours, elle n'est pas toujours facile à réaliser. Mais elle a certainement eu des impacts fondamentaux et nous en retrouvons les preuves dans nos chartes, nos lois et nos pratiques. Malgré les difficultés, nous continuons de porter la conviction que la convergence entre les mouvements est incontournable, comme en témoigne la récente création de l'Alliance sociale.

Nos interventions sur la scène mondiale sont bien plus anciennes que le FSM. Mais nous comprenons mieux, depuis quelques décennies, que si nous devons continuer de conquérir nos droits et de revendiquer la poursuite de l'intérêt collectif dans notre propre pays, cette lutte doit aussi se transposer à l'échelle mondiale. Depuis dix ans, en créant le FSM, les mouvements sociaux ont exprimé la volonté de faire face au pouvoir, souvent illégitime et informel, des entreprises transnationales et de certaines organisations comme le FMI, la Banque Mondiale, le Forum économique de Davos, un pouvoir qui aura incontestablement mieux servi les intérêts des grandes corporations qu'il n'aura su faire face aux défis socio-économiques actuels : pauvreté, changement climatique, guerre, etc. Et cette dynamique a des impacts aussi concrets que variés : nous subissons constamment le chantage des délocalisations ; nos camarades africains déplorent la présence d'entreprises minières canadiennes particulièrement prédatrices ; des civils sont tués lors de conflits dont l'origine demeure obscure, et qui se poursuivent interminablement grâce à la tolérance de la communauté internationale.

Après seulement quelques années d'existence, nous entendons des critiques affirmant que le FSM n'a pas freiné l'avancée des agendas de droite (néolibérale, néoconservatrice, autoritaire, etc.). Il ne permet pas aux quelque 100 000 participantes et participants de se rallier à une déclaration commune finale. Il ne permet pas non plus de voir émerger un acteur unifié des luttes.

Par ailleurs, la montée de la droite au niveau mondial dépasse largement le cadre des rencontres internationales qui cherchent des alternatives au capitalisme sauvage que nous connaissons. Ici même, au Québec, il n'est pas toujours facile d'unir nos forces progressistes autour de revendications communes. Même le mouvement syndical mondial, uni depuis cinq ans seulement au sein de la Confédération syndicale internationale (CSI), avec ses résolutions et positions communes, n'a pu éviter que les travailleuses et travailleurs paient le prix de la crise de 2008. Nous ne pouvons nous priver de lieux de rencontres et de réflexions visant la mise en place d'alternatives sociales, politiques et économiques au modèle actuel.

Ce n'est pas le FSM comme tel qui changera le monde, et il ne faut pas le voir comme un recours ultime face à des stratégies qui ne fonctionnent pas. Il faut davantage le considérer comme un outil, comme le seul espace authentique créé par et pour les mouvements sociaux à l'échelle mondiale. Il est à l'image de nos propres limites, mais il est aussi un reflet de nos forces et de notre époque. Nos aspirations face à un événement comme le FSM doivent nous amener à réfléchir à nos propres modes d'organisation et d'action ainsi qu'à la façon dont nous pourrions effectivement replacer les humains et les écosystèmes au centre des préoccupations et à tous les niveaux où se prennent des décisions.

Et nous constatons que loin d'être essoufflé ou moribond, le FSM se perpétue avec dynamisme. En 2010, plus de 55 forums sociaux nationaux, régionaux et thématiques ont eu lieu un peu partout sur la planète, dont une dizaine de forums dans les pays arabes, en Égypte notamment. Évidemment, on ne peut expliquer le soulèvement des peuples de ces régions par la simple tenue de forums sociaux.

Cependant, selon Gustave Massiah, « les mouvements qui explosent aujourd'hui en Tunisie, en Algérie et en Égypte ne se définissent pas comme altermondialistes en tant que tels, mais beaucoup de forces qui les composent se reconnaissent et participent au processus des forums sociaux. Les revendications qu'ils portent et les formes qu'ils adoptent pour leurs luttes sont très proches aussi : appropriation des moyens de communication, liaison entre le social et les libertés, mise en cause des oligarchies, exigence de redistribution des richesses, mise sous tutelle de la finance par les peuples »<sup>2</sup>.

Enfin, l'utilité des forums sociaux est aussi dépendante de la façon dont les mouvements se l'approprient. Par exemple, les militantes et militants actifs dans la campagne « Boycott, désinvestissement et sanctions » ont convenu, afin de poursuivre cette campagne, d'organiser un forum thématique sur la Palestine en 2012. De même, l'assemblée des mouvements sociaux a réuni environ 2000 personnes et s'est terminée avec une déclaration et un appel à deux mobilisations : le 20 mars, qui marquera la journée globale d'action de solidarité avec les révolutions dans le monde arabe et le 12 octobre, qui sera une journée d'action globale contre le capitalisme<sup>3</sup>.

## **Le forum syndical**

À sa façon, l'habituel forum syndical a lui aussi posé la question de la pertinence du FSM. L'édition de cette année, organisée par la CSI et la CSI-Afrique, fut plutôt brève et s'est déroulée sous le thème « Le FSM face aux multiples crises ». Rompant avec le modèle plus formel auquel nous étions habitués, cette rencontre a été l'occasion pour le mouvement syndical de confirmer la pertinence pour celui-ci de participer aux forums sociaux. Il faut savoir que des membres de la CSI ont demandé à ce qu'il y ait un débat au sein de l'organisation concernant l'implication des syndicats membres et de l'organisation elle-même dans le processus des forums. La participation syndicale, plus modeste et discrète qu'à l'habitude, n'est peut-être pas étrangère à ce débat.

Non sans nuances quant aux raisons ou aux suggestions apportées, les intervenants (aucune femme n'a parlé au nom de sa centrale) ont insisté sur la nécessité de participer au FSM et de proposer des approches afin de maximiser les retombées potentielles pour les organisations syndicales, mais aussi pour construire cet autre monde possible en conjonction avec les autres mouvements sociaux. Comme l'a dit Louis Roy à la fin de son intervention, nous avons créé la CSI pour être ensemble, pas pour s'isoler des autres mouvements.

Nous avons aussi eu l'occasion d'entendre le représentant de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) pour qui une Tunisie meilleure est maintenant possible après 23 ans de dictature. Dès le départ, il a tenu à préciser que le mouvement syndical n'a pas été l'initiateur de la protestation, mais qu'il a répondu à l'appel des jeunes chômeurs et étudiants en les accompagnant, notamment par des grèves dans plusieurs régions, et en leur fournissant des locaux pour s'organiser. Une alliance s'est formée autour d'eux avec toutes les forces de la société civile : femmes, jeunes diplômés, avocats, défenseurs de droits humains, etc. Avec humilité, il a appelé le mouvement syndical à élargir son action auprès de la jeunesse et à renouer avec ses origines de lutte, car le néolibéralisme ne peut être porteur d'équilibre.

---

<sup>2</sup><http://www.e-joussour.net/fr/node/7962>

<sup>3</sup><http://www.cadtm.org/Les-gouvernements-algerien-et>

## Le prochain FSM au Nord

Lors de notre séjour à Dakar, on nous a révélé qu'un consensus émerge tranquillement au sein du Conseil international (CI) du FSM pour que le prochain FSM, en 2013, ait lieu dans un pays du Nord, non seulement pour soutenir la lutte des organisations qui y œuvrent mais aussi pour enraciner le mouvement dans ces régions dominantes au plan mondial. La grande surprise a été d'apprendre que plusieurs personnes siégeant au CI verraient d'un très bon œil la candidature de Montréal, notamment en raison de la tradition de lutte québécoise et des événements que les organisations progressistes y ont organisés, tels le Sommet des peuples de 2001 et les forums sociaux de 2007 et 2009.

La CSN a donc participé, aux côtés d'Alternatives, à la rencontre du CI afin de clarifier notre position, d'en apprendre plus sur les intentions d'autres organisations potentiellement intéressées à accueillir le forum et pour connaître les prochaines étapes de la prise de décision. Ainsi, nous avons expliqué aux membres du CI que cette proposition ne venait pas de la CSN ou d'autres organisations québécoises, mais que, néanmoins, nous étions prêts à ramener cette proposition au Québec de façon à en discuter avec nos membres et nos alliés. De plus, à l'exception d'une organisation galicienne qui a signifié son intérêt, aucun autre groupe ne s'est avancé pour proposer d'accueillir le FSM. Enfin, si nous souhaitons aller de l'avant, nous devons présenter une proposition plus formelle lors de la prochaine rencontre du CI, à Paris pendant le G20, à la fin mai, ou alors lors de la rencontre suivante au mois de septembre.

Il est évident que l'organisation d'un tel événement suppose un travail colossal et qu'elle ne pourrait reposer sur les seules épaules de la CSN et d'Alternatives. La participation active d'autres organisations québécoises et canadiennes, dont des organisations ayant une envergure équivalente à celle de la CSN, est une condition *sine qua non* pour l'organisation d'un FSM. Il nous semble également essentiel d'obtenir au préalable l'appui politique de la ville où aura lieu l'événement avant de nous lancer dans une telle démarche. Dans l'éventualité où l'on remplirait ces conditions, nous pourrions alors nous rendre devant le CI avec l'assurance qu'un FSM au Québec est non seulement possible, mais aussi extrêmement souhaitable.

En somme, la CSN n'a pas pris d'engagement formel lors de la rencontre du CI à Dakar. Plutôt, nous avons convenu, avec Alternatives, de consulter les autres organisations afin de déterminer si l'idée est viable. Pour notre organisation, l'intérêt politique que nous manifestons pour les forums sociaux n'est plus à démontrer. Rappelons qu'en plus des deux forums québécois, auxquels nous avons participé activement, se sont ajoutés les forums régionaux de Lanaudière, de l'Outaouais, du Saguenay-Lac-St-Jean, de la Mauricie et, bientôt, du Bas-St-Laurent, en plus des forums locaux de Laval et de Montréal-Nord, pour lesquels les conseils centraux ont été des acteurs de premier plan. L'enjeu est d'abord de vérifier si notre intérêt est suffisamment partagé pour se rendre à l'étape suivante. Tisser des liens plus serrés entre les organisations progressistes, enraciner la mouvance altermondialiste, combattre la montée évidente de la droite en Amérique du Nord, voilà autant d'objectifs qui seraient bien servis par un FSM au nord de notre continent. Il reste à voir si d'autres partagent cette idée et seraient prêts à mettre la main à la pâte pour que nous réalisions avec succès un tel défi.